

chiffrés par 1,693,000 durant le premier semestre de 1963; durant la même période en 1964, leur nombre était de 1,794,000. C'est donc une augmentation d'environ 6 p. 100. Dans la même catégorie, le nombre de voitures revenant de l'étranger a accusé une augmentation de 8.3 p. 100—c'est un peu plus élevé, mais pas beaucoup. Ainsi, ce déficit atterrissant dont j'ai parlé ne peut être expliqué par le nombre des touristes voyageant entre le Canada et les États-Unis.

Quant aux sommes dépensées, en 1962, pour la première partie de l'année, nous avions un déficit de 133 millions; en 1963, le déficit avait baissé à 90 millions et en 1964, il a remonté à 145 millions. Je veux parler de l'écart entre l'argent dépensé par des Canadiens à l'étranger et les sommes dépensées par des étrangers au Canada. On dirait que nous n'arrivons pas à mettre le doigt sur le problème. Il ne faut sûrement pas le chercher dans le nombre des voyageurs. Se pourrait-il que plus de nos gens se rendent à l'étranger que nous n'avons réussi à en attirer chez nous?

Je le répète, monsieur le président, c'est un problème grave. Tout semblait parti dans la bonne voie et la situation s'améliorait depuis quatre ou cinq ans, mais cette année, nous avons fait marche arrière et le déficit a recommencé à augmenter. Pour la première partie de l'année, on ne peut invoquer comme excuse le temps qu'il a fait, car, de façon générale, c'est pendant l'été que le mauvais temps nuit au tourisme au Canada. Les voyages d'hiver ont augmenté, mais dans le mauvais sens en 1964. L'une des raisons, à mon avis, c'est que nous ne nous soucions pas assez des voyages interprovinciaux au Canada. Dans le passé, c'est une question qui n'a pas retenu de façon générale l'attention de l'Office du tourisme. Comme c'est une organisation canadienne qui relève du gouvernement fédéral, elle s'est surtout occupée, et avec raison, de faire venir des touristes de l'étranger. Mais, à mon avis, les chiffres que je viens de citer démontrent une tendance évidente et je crois que nous devrions nous efforcer davantage de retenir au pays certains de ces gens qui voyagent à l'étranger.

Les conférences du centenaire de la Confédération, à Charlottetown, cette année, constituent à cet égard un excellent exemple. Pour ma part, j'ai répondu à l'invitation de la province de l'Île du Prince-Édouard et j'ai visité ce coin de pays avec ma famille cette année, même si le Parlement a siégé chaque jour sans interruption depuis le 18 février. J'ai quand même réussi à trouver une semaine et quelques jours pour partir en voyage et visiter cette province. C'est un excellent

exemple, à mon avis, de ce qu'on peut faire au Canada sur le plan interprovincial, parce que nombre des gens qui sont allés dans l'Île du Prince-Édouard et que j'y ai rencontrés pendant ma visite d'à peine quelques jours m'ont dit qu'ils s'y étaient rendus à cause des fêtes du centenaire dans cette province et à cause de la chaude amitié qu'ils s'attendaient de trouver chez les bons gens des provinces Maritimes et surtout dans l'Île du Prince-Édouard. Je crois que toutes les autres provinces du Canada en auront également profité beaucoup.

Monsieur le président, je crois que c'est la solution et je ne soulève le problème aujourd'hui que pour exhorter le ministre à faire plus d'efforts, par l'intermédiaire de l'Office du tourisme et peut-être d'un programme du gouvernement, car je crois qu'il faudra changer d'attitude à cet égard, pour amener les Canadiens à passer leurs vacances chez nous. Dans une société riche, les gens à l'aise ambitionnent souvent d'aller dépenser leur argent ailleurs. Je suis sûr que c'est une donnée du problème. En effet, nombre de Canadiens qui ont réussi et ont voyagé pour leurs affaires ou durant leurs vacances, projettent de prendre des vacances en Floride, en Californie, en Europe ou dans d'autres pays étrangers. Évidemment, nul ne peut les en empêcher; mais j'estime qu'une orientation nouvelle s'impose dans ce domaine, si nous voulons faire quelque chose pour combler le déficit de notre compte de voyages. Le ministre aura beau réussir à vendre certains de nos produits les plus difficiles à écouler, cela ne l'empêchera pas nécessairement de subir un déficit qui supprimera tous les avantages obtenus en d'autres domaines. Cet aspect du problème, à mon avis, mérite toute notre attention.

Il est une autre question que j'aimerais soulever. Si je le fais en ce moment, c'est que le tourisme m'a toujours intéressé, notamment en ce qui concerne les exploitants d'établissements pour touristes du Nord-Ouest de la baie Georgienne, qui dépendent des voies d'accès par eau, de la location de bateaux, de l'usage de ports de plaisance et d'autres moyens de navigation reliés à l'industrie du tourisme. Ces gens ont connu cette année un bien mauvais été. Je suis sûr que les chiffres du troisième trimestre vont s'en ressentir. Nombre des personnes en cause maintiennent des entreprises très onéreuses, mais il leur a été impossible de faire faire du canotage à leurs clients. Il leur fallait les diriger ailleurs. Bien des gens qui avaient entendu parler du bas niveau de l'eau ne se sont même pas montrés; d'autres sont venus, mais ils sont restés beaucoup moins longtemps que d'habitude.